

Les disparités linguistiques de revenu dans la région d'Ottawa-Hull

Maurice Saint-Germain

Volume 33, numéro 89, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022031ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022031ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saint-Germain, M. (1989). Les disparités linguistiques de revenu dans la région d'Ottawa-Hull. *Cahiers de géographie du Québec*, 33(89), 217–240.
<https://doi.org/10.7202/022031ar>

Résumé de l'article

Cette étude présente une mesure de l'évolution des disparités linguistiques de revenu dans la région d'Ottawa-Hull entre 1970 et 1980. Les données sont compilées sur la base des municipalités et des secteurs de recensement et permettent une comparaison des revenus des francophones et des anglophones. Les calculs prennent en considération, d'une part, le revenu familial total moyen d'une municipalité ou d'un secteur et, d'autre part, la proportion de francophones que l'on y trouve. De plus, les taux de chômage selon l'appartenance linguistique montrent que les disparités ont encore une ampleur appréciable en 1980. Il faut cependant noter une légère tendance à long terme à la réduction de ces disparités.

LES DISPARITÉS LINGUISTIQUES DE REVENU DANS LA RÉGION D'OTTAWA-HULL

par

Maurice SAINT-GERMAIN

*Département de science économique,
Université d'Ottawa, Ottawa (Ontario), K1N 6N5*

RÉSUMÉ

Cette étude présente une mesure de l'évolution des disparités linguistiques de revenu dans la région d'Ottawa-Hull entre 1970 et 1980. Les données sont compilées sur la base des municipalités et des secteurs de recensement et permettent une comparaison des revenus des francophones et des anglophones. Les calculs prennent en considération, d'une part, le revenu familial total moyen d'une municipalité ou d'un secteur et, d'autre part, la proportion de francophones que l'on y trouve. De plus, les taux de chômage selon l'appartenance linguistique montrent que les disparités ont encore une ampleur appréciable en 1980. Il faut cependant noter une légère tendance à long terme à la réduction de ces disparités¹.

MOTS-CLÉS: Langues, revenus, municipalités, secteurs de recensement, francophones, anglophones, région d'Ottawa-Hull.

ABSTRACT

Linguistic Income Disparities in the Ottawa-Hull Region

This paper measures the evolution of the gap between the incomes of Francophones and those of Anglophones in the Ottawa-Hull area between 1970 and 1980. The data has been gathered on the basis of municipalities and census sectors, and allows comparisons of incomes of the two linguistic groups on the basis of municipalities or sectors. The computations cover the average total family income of a municipality or sector, and the proportion of Francophones living there. The unemployment rates are also observed. It is shown that linguistic economic disparities are still important in 1970. Overall, one must conclude that there has been a slight trend towards a reduction of these disparities.

KEY WORDS: Languages, Incomes, Municipalities, Census Sectors, Francophones, Anglophones, Ottawa-Hull Region.

*

* * *

Le développement économique qu'a connu la population francophone au cours des trois dernières décennies laisse dans l'ombre une autre facette de la réalité ; son infériorité socio-économique par rapport aux anglophones. Malgré les progrès accomplis par les francophones dans plusieurs domaines, notamment dans l'accès à la propriété et le contrôle des entreprises (Raynauld *et al*, 1984 ; Sales *et al*, 1985 ; Fraser, 1987), les anglophones occupent toujours, quels que soient les critères, une situation avantageuse dans tous les classements (Canada, 1984). Parmi les critères utilisés, le revenu a été, non sans raison, une référence dans beaucoup de travaux réalisés depuis de nombreuses années (Canada, 1969).

Cependant, depuis la réalisation d'une étude par le Conseil économique du Canada (Boulet, 1983) montrant la réduction des disparités de revenu entre anglophones et francophones, on a eu tendance à sous-estimer l'importance du problème. Mais la réalité et certains travaux s'inscrivent en faux contre cette perception et montrent encore aujourd'hui, comme dans le cas de l'Île de Montréal, la permanence de l'infériorité économique des francophones (Loslier, 1984). C'est dans cette perspective que nous allons montrer que cette même infériorité économique des francophones se manifeste dans les municipalités et les secteurs de recensement de la région d'Ottawa-Hull.

Au sujet de la région d'Ottawa-Hull, nous disposons d'une étude (Grenier et Lacroix, 1986) qui est différente par son objet et sa méthodologie de celle que nous proposons ici. Si l'étude de Grenier et Lacroix examine les disparités linguistiques de revenu du travail des hommes, nous étudions les disparités des revenus totaux des familles de recensement. L'étude de Grenier et Lacroix prend en considération les effets de plusieurs variables, telles que le niveau d'éducation, l'expérience et le bilinguisme, sur le revenu des francophones et des anglophones en 1980 et procède par analyse de régression. Pour notre part, nous étudions principalement la relation entre le niveau du revenu familial et la proportion de francophones dans les diverses municipalités et secteurs de recensement de la région d'Ottawa-Hull en 1970 et en 1980, afin de mesurer l'évolution des disparités linguistiques de revenu.

Rappelons que la région métropolitaine d'Ottawa-Hull a connu de 1981 à 1986 la plus forte croissance démographique des dix plus grandes agglomérations urbaines du Canada, soit 10,1 %. En 1986 l'agglomération atteignait 819 263 habitants ; elle est la quatrième agglomération urbaine du Canada et sa partie québécoise, l'agglomération de Hull, est à la fois la troisième agglomération urbaine du Québec avec 200 214 habitants et la troisième concentration urbaine de francophones au Canada. Le fait qu'il y ait environ un tiers de francophones et deux tiers d'anglophones dans la population totale de l'agglomération d'Ottawa-Hull permet d'établir une comparaison entre deux groupes linguistiques nombreux, et aussi un parallèle avec l'Île de Montréal où la proportion des deux groupes linguistiques est comparable mais inversée. Enfin, la position stratégique qu'occupe Ottawa à titre de capitale fédérale, montre l'importance et l'acuité de la situation socio-économique que les deux grandes communautés linguistiques du pays vivent dans cette agglomération.

ANALYSE PAR MUNICIPALITÉ

Méthodologie

Nous allons nous référer aux données du recensement de 1981 (Canada, 1983) sur la répartition des revenus au niveau municipal avant d'établir quelques comparaisons

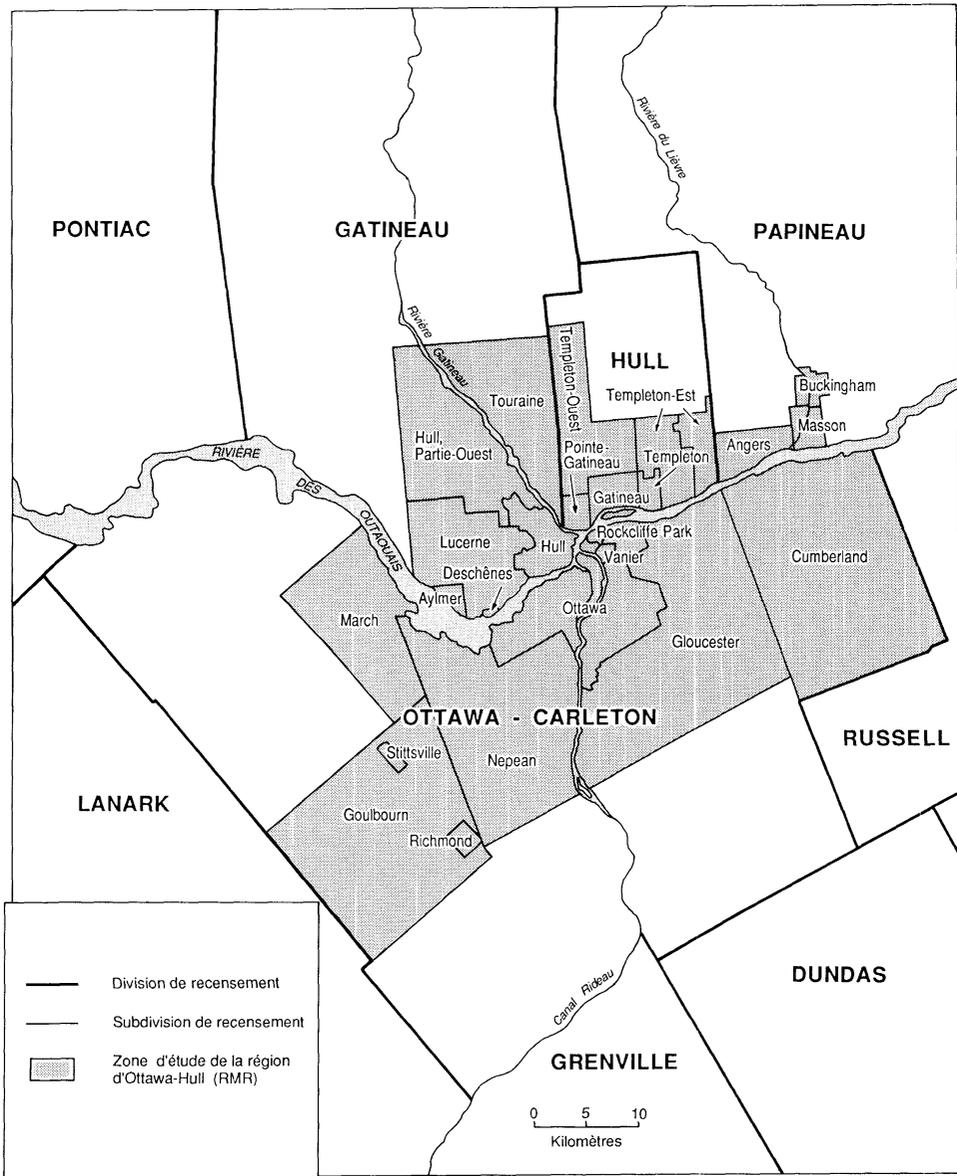
avec celui de 1971 (Canada, 1974). La région d'Ottawa-Hull peut donner lieu à divers regroupements pour la compilation des données : le territoire de la Commission de la capitale nationale (CCN), la région métropolitaine de recensement (RMR), les territoires respectifs de la Communauté régionale de l'Outaouais (CRO) et de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton (MROC). C'est ce dernier cadre de référence que nous allons tout d'abord utiliser. Le territoire couvert par la CRO et la MROC regroupe à la fois des zones fortement urbanisées et des municipalités plus rurales. Les superficies des portions québécoise et ontarienne de ce territoire sont comparables ; on y trouve 22 municipalités en 1981, dont 11 au Québec et autant en Ontario. Pour 1971, nous disposons des données publiées sur la base de de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull qui regroupait alors 25 municipalités, dont 15 au Québec et 10 en Ontario (figures 1 et 2).

Nous avons classé les municipalités selon leur proportion de francophones sur la base de la langue parlée à la maison (1981) ou de la langue d'usage (1971). Nous retiendrons cinq groupes définis par les seuils de 20 %, 40 %, 60 % et 80 % de francophones. Dans certains cas, nous ajouterons le seuil de 50 % pour faire ressortir de manière simple une dominante linguistique francophone ou anglophone. Ces différents seuils permettront de mesurer, pour des tranches données de population municipale ou pour deux groupes de municipalités, les écarts du revenu familial moyen selon la langue, ainsi que l'évolution de ces écarts au cours d'une décennie.

Nous allons effectuer les comparaisons entre municipalités et groupes de municipalités francophones et anglophones sur la base du revenu total moyen par famille de recensement. Ce critère permet une certaine comparaison avec les résultats obtenus par l'étude de Loslier (1984) sur l'Île de Montréal. Nous considérons aussi que le revenu total reflète davantage la réalité du niveau de vie de chaque famille, puisqu'il prend en considération non seulement les revenus du travail, mais aussi les revenus de placements (loyers, dividendes, intérêts, etc.), ainsi que les transferts sociaux (pensions, assurance-chômage, etc.). On peut d'ailleurs faire l'hypothèse que ceux qui ont des revenus du travail élevés sont souvent ceux qui ont en même temps d'importants revenus de placements, les transferts sociaux ne pouvant compenser pour les différences.

Figure 1

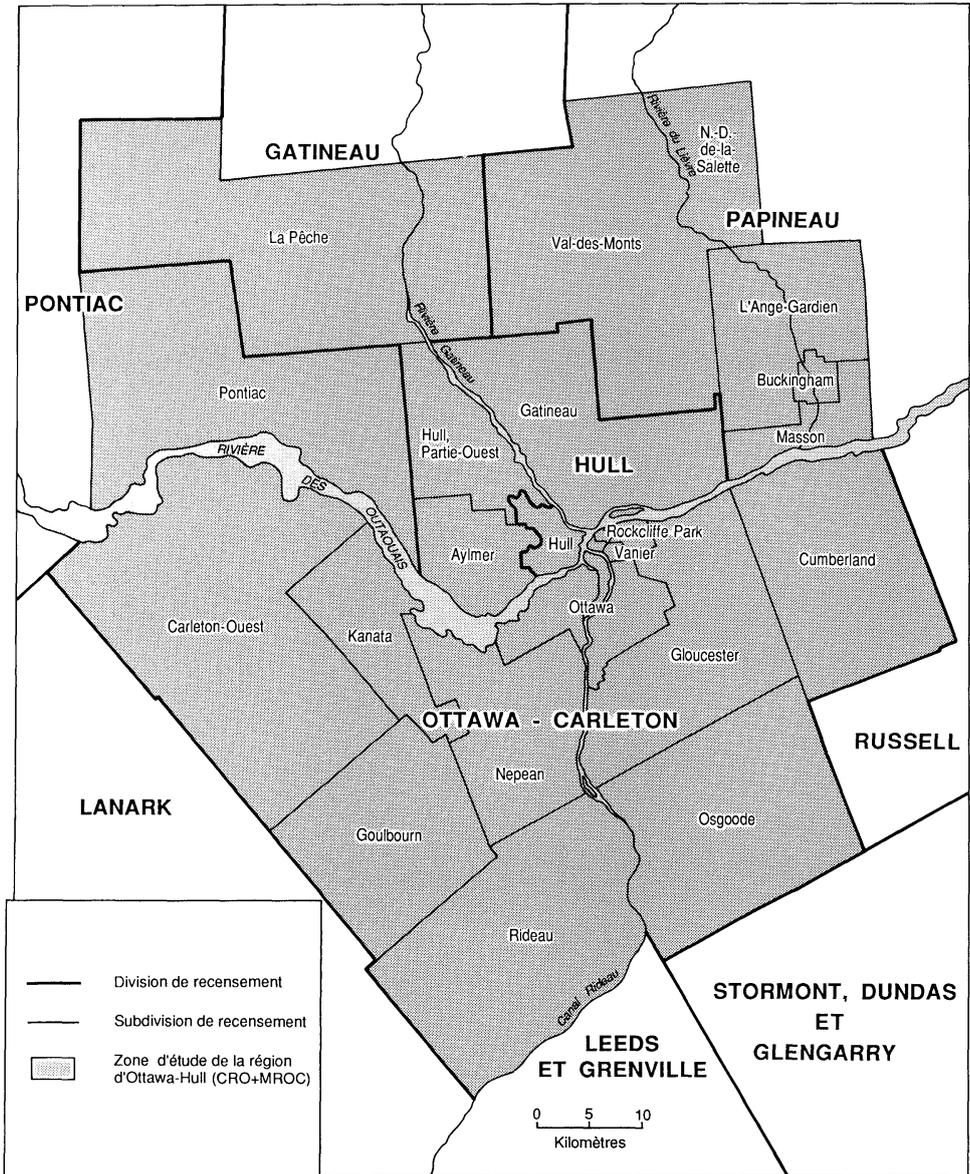
LOCALISATION DES MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (RMR), 1971



Recensement du Canada, 1971. Cartes de référence

Figure 2

LOCALISATION DES MUNICIPALITÉS DE LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (CRO+MROC), 1981



Recensement du Canada, 1981. Cartes de référence

Tableau 1
Revenus de municipalités de la région d'Ottawa-Hull ayant des caractéristiques linguistiques et socio-économiques très différentes (1981)

	<i>MROC</i>	<i>Rockcliffe anglophone urbaine</i>	<i>Vanier franco- phone urbaine</i>	<i>Rockcliffe/ Vanier</i>	<i>Nepean anglo- phone urbaine</i>	<i>N.-D.-de-la- Salette francophone « rurale »</i>	<i>Nepean/ N.-D.- de-la- Salette</i>	<i>Rockcliffe/ N.-D.-de-la- Salette</i>
	\$	\$	\$	indices	\$	\$	indices	indices
1. Revenu total moyen (hommes)	19 664	44 354	13 388	331	21 842	9 109	240	487
2. Revenu total moyen (femmes)	10 267	16 717	8 924	187	9 743	6 928	141	241
3. Revenu moyen d'emploi (hommes)	18 997	36 468	13 608	268	20 979	8 960	234	407
4. Revenu moyen d'emploi (femmes)	10 536	9 855	9 779	101	10 061	7 475	135	132
5. Pourcentage ratio 4/6 =	32,9%	12,3%	47,2%		28,4%	44,3%		
6. Revenu familial moyen	31 982	79 814	20 706	385	35 340	16 872	209	473
7. Revenu moyen des personnes hors familles	13 197	23 931	10 604	226	13 629	3 958	344	605

On a pu remarquer, comme Loslier l'avait souligné pour Montréal, que le revenu d'emploi des femmes a davantage un rôle d'appoint dans les municipalités riches et anglophones, telles que Rockcliffe ou Nepean, et un caractère essentiel dans les municipalités moins riches et francophones, telles que Vanier ou Notre-Dame-de-la-Salette (tableau 1). On notera aussi que dans les municipalités les moins riches et les plus francophones, le revenu total moyen des femmes a tendance à être beaucoup plus bas que leur revenu d'emploi. Cette donnée paradoxale s'explique par le fait que le tiers des femmes de cette municipalité est pris en compte dans le calcul de la moyenne des revenus totaux car celles-ci touchent un revenu d'assurance-chômage. Par contre, dans une municipalité riche et anglophone comme Rockcliffe, le revenu total féminin est très supérieur au revenu d'emploi féminin en raison de la forte place qu'y occupent les revenus de placements et à cause du petit nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage².

En dépit des apparences, le caractère urbain ou rural d'un territoire municipal de la région d'Ottawa-Hull n'apparaît pas comme un facteur de différenciation essentiel pour expliquer les écarts dans les revenus. Une première raison tient sans doute au fait qu'il s'agit avant tout de municipalités de banlieue où une forte proportion de la population travaille en ville. Mais c'est surtout l'analyse au niveau des secteurs de recensement qui, par un rapprochement entre des territoires dont la population est de grandeur comparable, permet de rendre compte de cette différenciation. En effet, il existe des secteurs à faibles revenus tant en milieu urbain que dans les banlieues, et il existe des secteurs à hauts revenus tant dans les banlieues semi-rurales que dans les quartiers urbains du centre de l'agglomération.

Résultats

À partir du cadre d'analyse que nous venons de présenter, les données du recensement de 1981 conduisent aux résultats rassemblés dans le tableau 2 et les figures 3 et 4. Ce tableau fait ressortir la relation existant entre l'appartenance linguistique et le niveau de revenu, ainsi qu'entre l'appartenance linguistique et le taux de chômage. Il apparaît, de manière générale, que plus la municipalité est francophone, plus son revenu familial moyen est faible et plus son taux de chômage est élevé; faiblesse économique et francophonie vont de pair.

La moyenne des revenus familiaux des 22 municipalités de la région d'Ottawa-Hull est de 30 127 \$. On observe, au-dessus de cette moyenne, les municipalités qui ont une très faible proportion de francophones, ce qui est généralement le cas des municipalités ontariennes. Les deux municipalités québécoises qui se trouvent dans cette catégorie ont des pourcentages élevés d'anglophones. Au-dessous du seuil de la moyenne de 30 127 \$, en fait au-dessous de 26 270 \$, on trouve toutes les municipalités québécoises francophones à plus de 60%, ainsi que la municipalité ontarienne de Vanier qui est connue pour être la plus francophone du côté ontarien. Parmi les municipalités de la région d'Ottawa-Hull, la plus pauvre (Notre-Dame-de-la-Salette) est aussi la plus francophone (à presque 100%) avec un revenu moyen de 16 872 \$, alors que la plus riche (Rockcliffe) a un pourcentage minime de francophones (13%), mais un revenu annuel moyen de 79 814 \$, soit presque cinq fois plus élevé (indice 473).

Cinq des municipalités ontariennes, qui sont également parmi le peloton de tête de l'ensemble des municipalités de la région d'Ottawa-Hull, ont un pourcentage presque insignifiant de francophones, toujours inférieur à 5% et se situant entre 1,6% et 4,1%.

Par contre, toute municipalité qui a plus de 60% de francophones se retrouve dans le groupe à revenus plus faibles (9 municipalités).

Tableau 2

**Municipalités de la région d'Ottawa-Hull (CRO + MROC)
classées selon le pourcentage de francophones (1981)**

Municipalité	Population 1981	Pourcentage de francophones selon la langue parlée à la maison	Revenu familial annuel moyen	Taux de chômage	
	nombre d'habitants		\$	Hommes %	Femmes %
N.-D.-de-la-Salette	568	99,0	16 872	33,3	33,3
Masson	4 264	91,9	24 994	12,9	19,3
Hull	56 225	89,0	24 955	11,2	9,9
Gatineau	74 988	88,8	26 269	10,1	11,0
Val-des-Monts	4 148	82,4	23 127	14,2	11,7
Buckingham	7 992	81,6	25 895	9,7	13,7
L'Ange-Gardien	1 944	71,9	21 900	8,5	12,7
La Pêche	4 977	64,9	22 741	13,7	7,1
Vanier	18 792	60,0	20 706	11,2	8,1
Aylmer	26 695	55,7	31 144	8,4	8,6
Pontiac	3 658	44,2	20 016	11,9	11,5
Hull-Partie-Ouest	3 548	38,7	32 411	6,6	6,1
Cumberland	16 177	37,8	30 803	3,9	6,0
Gloucester	72 859	23,8	32 609	3,8	5,8
Ottawa	295 163	15,7	31 106	6,2	6,4
Rockcliffe-Park	1 869	13,2	79 814	3,2	3,9
Osgoode	9 360	4,1	30 828	3,6	4,5
Nepean	84 361	3,3	35 340	4,1	6,1
Kanata	19 728	2,5	34 558	2,6	6,1
Carleton-Ouest	9 929	2,4	32 553	2,0	5,4
Rideau	9 052	2,3	32 955	3,9	5,2
Goulbourn	9 559	1,6	31 205	3,0	5,7
Grand total et moyennes municipales	735 856	44,3	30 127	8,5	9,4

Calculons d'abord la moyenne municipale simple des revenus familiaux pour le groupe de municipalités ayant 50% et plus de francophones, puis comparons le résultat aux revenus familiaux moyens des municipalités majoritairement anglophones ; l'écart de revenu est de 48% plus élevé pour le groupe anglophone. Reprenons le calcul en fixant le seuil à 60% et plus de francophones pour le premier groupe de municipalités et à moins de 60% pour le deuxième groupe. Nous avons dans le premier groupe neuf municipalités avec un revenu familial moyen de 23 051 \$ et le deuxième groupe se compose de treize municipalités avec un revenu moyen de 35 026 \$. En prenant le groupe des municipalités les plus francophones comme indice de base 100, il ressort que le groupe de municipalités plus anglophones a un revenu de 52% supérieur. Enfin, si l'on fait l'hypothèse que les municipalités francophones à 80% et plus reflètent mieux la réalité vécue par les francophones, et celles qui ont moins de 20% de francophones correspondent aux municipalités les plus anglophones, il apparaît alors que l'écart est encore plus grand ; le revenu municipal moyen du groupe anglophone dépasse alors

de 63% le groupe francophone. Ces résultats, pour les 22 municipalités de la région d'Ottawa-Hull, se comparent à ceux obtenus par l'étude de Luc Loslier pour 24 municipalités de l'Île de Montréal ; les écarts varient entre 48% et 63% pour Ottawa-Hull et atteignent 60% pour l'Île de Montréal.

Le niveau exceptionnel du revenu familial moyen dans Rockcliffe et le poids de cette municipalité dans les moyennes municipales du groupe anglophone affectent l'importance de l'écart total entre les groupes de municipalités francophones et anglophones. En conséquence, si nous refaisons le calcul des moyennes municipales en excluant Rockcliffe, nous obtenons des écarts bien moindres se situant dans une fourchette de 31% à 38% en 1981 au lieu de 48% à 63%. Enfin, si nous calculons les moyennes municipales pondérées par le nombre de familles de recensement par municipalité, nous obtenons pour 1981 un écart de revenu familial de 25% à 29% entre les municipalités francophones et anglophones (tableau 3). Il reste donc un écart important à combler que sous-estiment les calculs établis sur la seule base du revenu d'emploi.

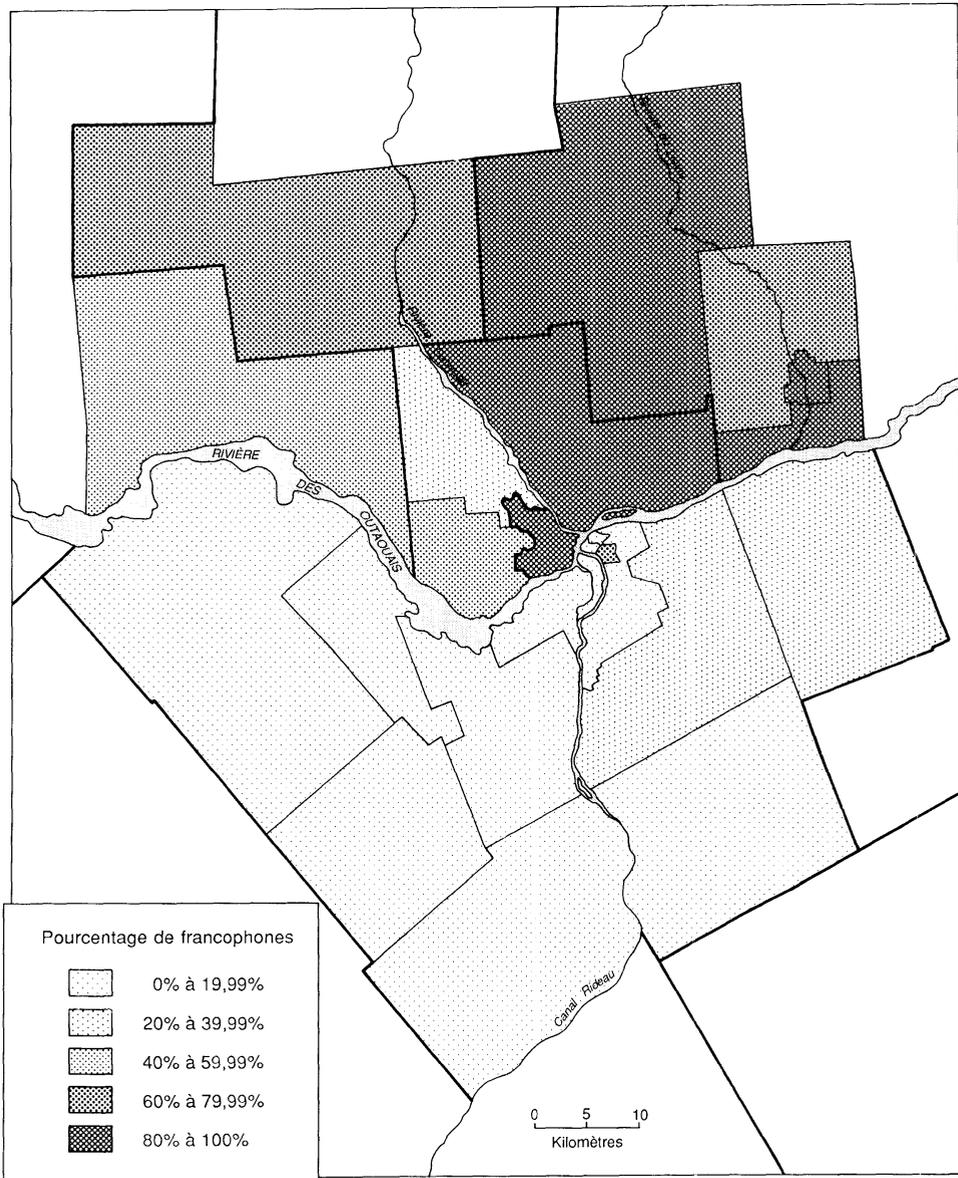
Quel que soit le mode de calcul, l'écart de revenu familial entre municipalités « francophones » et « anglophones » de la région d'Ottawa-Hull demeure considérable, et ce d'autant plus qu'il ne s'agit pas de comparaisons de municipalités qui ont une parfaite homogénéité linguistique. On peut présumer que les écarts des revenus familiaux entre familles francophones et anglophones de la région d'Ottawa-Hull sont en 1981 plus importants encore. Les tendances observées à propos des revenus familiaux moyens se renforcent encore quand on consulte les données sur la fréquence des faibles revenus qui demeure une caractéristique des municipalités francophones.

L'infériorité économique des francophones, qui apparaît en ce qui concerne les revenus, se manifeste aussi sur le plan du chômage. En effet, les taux augmentent avec le pourcentage de francophones au sein des municipalités de la région (tableau 2). Là encore, on remarquera que, dans l'ensemble, la différence de langue est un critère plus important encore que la différence de sexe face au problème du chômage.

Est-ce que l'écart de revenu entre les francophones et les anglophones de la région d'Ottawa-Hull a tendance à se résorber avec les années ? Nous allons tenter de répondre à cette question en comparant les données du recensement de 1981 à celles du recensement de 1971 en nous référant encore à la base municipale ou à des territoires assimilables aux municipalités. Nous avons ainsi 25 unités municipales ou assimilées de recensement pour la région métropolitaine d'Ottawa-Hull en 1971, contre 22 en 1981 pour la même agglomération. Sans être exactement le même, le territoire de la RMR d'Ottawa-Hull est comparable car il rassemble la quasi-totalité de la population que l'on trouve à l'intérieur des limites de l'ensemble CRO plus MROC. Entre 1971 et 1981, les limites municipales ont changé suite à des scissions, des fusions ou des annexions de territoires municipaux. Au recensement de 1971, on utilise le concept de « langue d'usage » qui, sous des termes différents, désigne un contenu et un concept identiques à celui de la « langue parlée à la maison » utilisé au recensement de 1981. Retenons tout d'abord le seuil de 50% et plus de francophones selon la langue parlée à la maison, et calculons la moyenne municipale des revenus familiaux dans les municipalités majoritairement francophones et dans celles qui sont majoritairement anglophones. L'écart de revenu s'élève à 61% en faveur des municipalités anglophones. Si l'on retient maintenant le seuil de 60% et plus de francophones, on obtient, pour 1971, 13 municipalités ou territoires assimilables dont plus de 60% de la population ont le français comme langue d'usage et 12 autres municipalités ayant moins de 60% de francophones. Le premier groupe a un revenu familial total moyen de 9 175 \$ et le

Figure 3

POURCENTAGE DE FRANCOPHONES DANS LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (CRO+MROC), 1981



Recensement du Canada, 1981. Cartes de référence

Figure 4

REVENU FAMILIAL ANNUEL MOYEN DANS LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (CRO+MROC), 1981

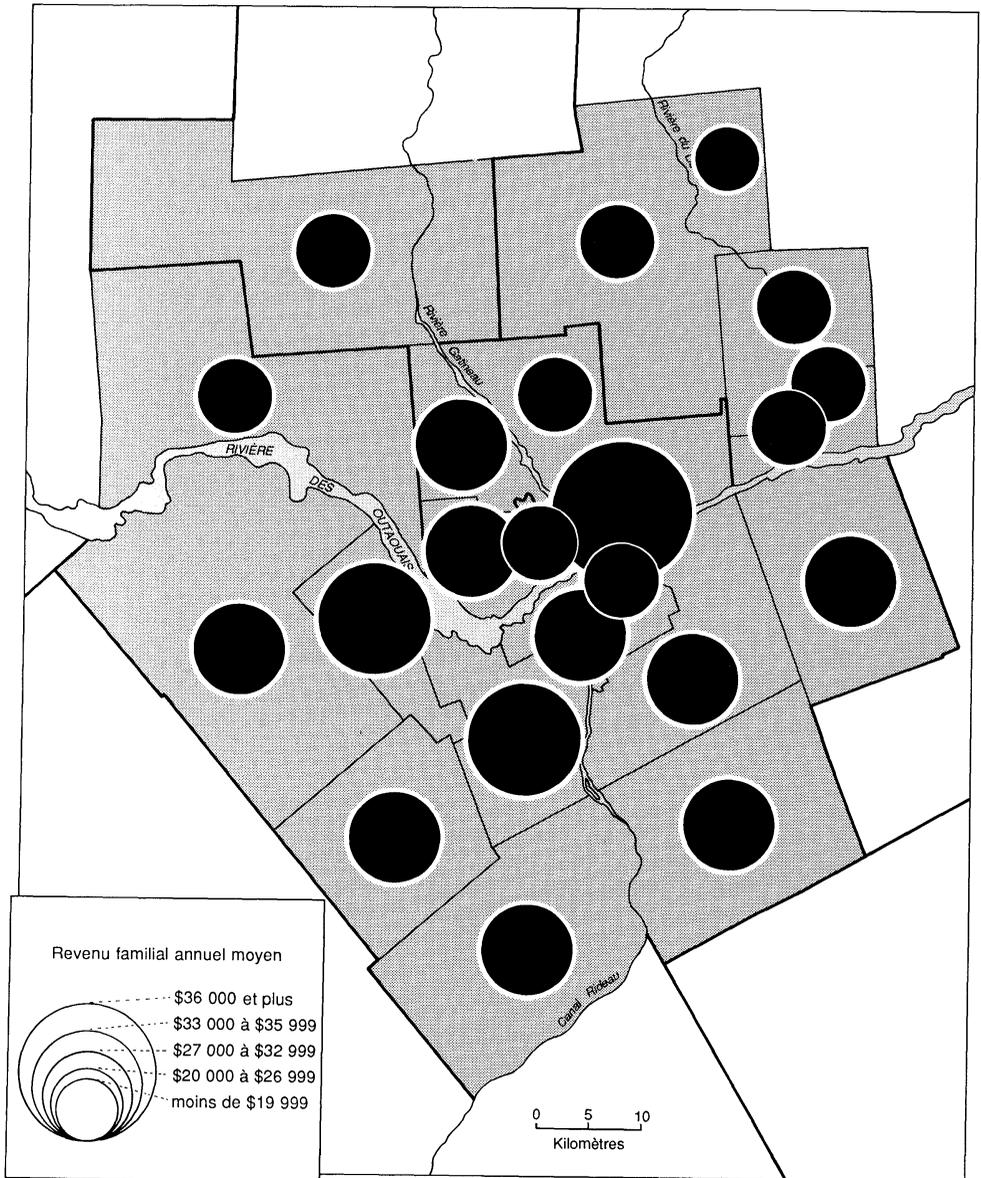


Tableau 3
Revenu familial et langue. Municipalités et secteurs de recensement de la région d'Ottawa-Hull.
Synthèse des résultats obtenus

Pourcentage de francophones	Recensement de 1971						Recensement de 1981					
	Groupes des municipalités ou secteurs francophones			Groupe des municipalités ou secteurs anglophones			Groupe des municipalités ou secteurs francophones			Groupe des municipalités ou secteurs anglophones		
	≤ 50%	≤ 60%	≤ 80%	> 50%	> 40%	> 20%	≤ 50%	≤ 60%	≤ 80%	> 50%	> 40%	> 20%
• Revenu familial												
Moyennes municipales \$	9 231	9 175	9 351	14 903	14 491	16 529	23 860	23 051	23 685	35 350	35 026	38 544
indice	100	100	100	161	158	177	100	100	100	148	152	163
• Revenu familial												
Moyennes municipales en excluant Rockcliffe \$	9 231	9 175	9 351	12 502	12 272	12 800	23 860	23 051	23 685	31 307	31 294	32 649
indice	100	100	100	135	134	137	100	100	100	131	136	138
• Revenu familial												
Moyennes municipales pondérées \$	9 694	9 680	9 799	12 838	12 795	12 917	25 767	24 948	25 600	32 301	32 245	32 409
indice	100	100	100	132	132	132	100	100	100	125	129	127
• Revenu familial												
Moyennes municipales pondérées en excluant Ottawa \$							14 679					34 860
indice							150					136
• Revenu familial												
Moyennes des secteurs de recensement \$	9 333	9 346	9 532	12 791	12 611	13 345	25 220	25 106	25 300	32 564	32 267	33 967
indice	100	100	100	137	135	140	100	100	100	129	129	134

second de 14 491 \$, c'est-à-dire 58 % plus élevé que le groupe francophone ; la moyenne municipale est de 11 003 27 \$. En 1981, sur une base comparable, l'écart se serait réduit à 52 % mais reste encore important (tableau 4 et figures 5 et 6). Si maintenant nous calculons la moyenne municipale en excluant Rockcliffe pour les raisons déjà évoquées plus haut à propos des données de 1981, l'écart du revenu familial entre les municipalités francophones et anglophones se réduit à une fourchette de 34 à 37 % selon le seuil de partage retenu. De plus, si nous calculons les moyennes municipales pondérées par le nombre de familles par municipalité, nous obtenons un écart de revenu familial de 32 % en 1971 quel que soit le seuil retenu.

Tableau 4
Municipalités de la région métropolitaine
de recensement d'Ottawa-Hull (RMR) classées selon
le pourcentage de francophones (1971)

<i>Municipalité</i>	<i>Population 1971 nombre d'habitants</i>	<i>Pourcentage de francophones selon la langue d'usage</i>	<i>Revenu familial annuel moyen \$</i>	<i>Taux de chômage</i>	
				<i>Hommes %</i>	<i>Femmes %</i>
Angers	895	96,6	8 532	14,2	14,2
Templeton-Est (partie est)	230	93,4	9 312	7,1	50,0
Masson	2 370	91,9	8 428	6,0	12,5
Pointe-Gatineau	15 635	91,2	9 562	7,3	8,7
Templeton-Est	1 750	90,2	9 729	3,5	18,1
Hull	63 560	88,7	9 860	7,7	9,0
Templeton	3 950	86,9	8 736	8,9	8,8
Gatineau	22 365	85,9	10 103	8,6	9,8
Touraine	9 645	82,3	9 898	4,0	5,8
Buckingham	7 300	74,2	9 348	10,7	12,0
Deschênes	1 780	68,2	7 379	17,5	5,8
Vanier	22 435	62,1	9 381	5,0	5,8
Templeton-Ouest	1 025	60,9	9 008	2,0	9,0
Aylmer	7 200	52,8	9 968	6,3	7,4
Cumberland	9 285	41,8	10 110	2,0	4,5
Lucerne	8 625	40,0	13 593	6,3	6,4
Hull-Partie-Ouest	2 940	30,2	11 922	2,5	6,1
Gloucester	37 125	27,6	12 602	3,5	6,5
Ottawa	302 435	17,0	12 412	5,9	7,0
Rockcliffe-Park	2 180	12,8	38 907	6,5	10,3
Nepean	64 590	2,8	14 322	3,8	6,9
Richmond	2 130	2,1	11 532	1,6	4,3
Stittsville	1 955	1,7	11 447	4,8	6,8
March	5 790	1,4	15 443	1,6	3,6
Goulbourn	5 365	0,2	11 645	2,5	6,0
Total Québec	149 265	81,3	10 007	7,5	8,9
Total Ontario	453 295	18,1	12 651	5,2	6,8
Total Région métropolitaine	602 560	33,7	12 010	5,7	7,2
Grand total ou moyennes municipales	602 560	52,1	11 727	6,0	9,8

Figure 5

POURCENTAGE DE FRANCOPHONES DANS LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (RMR), 1971

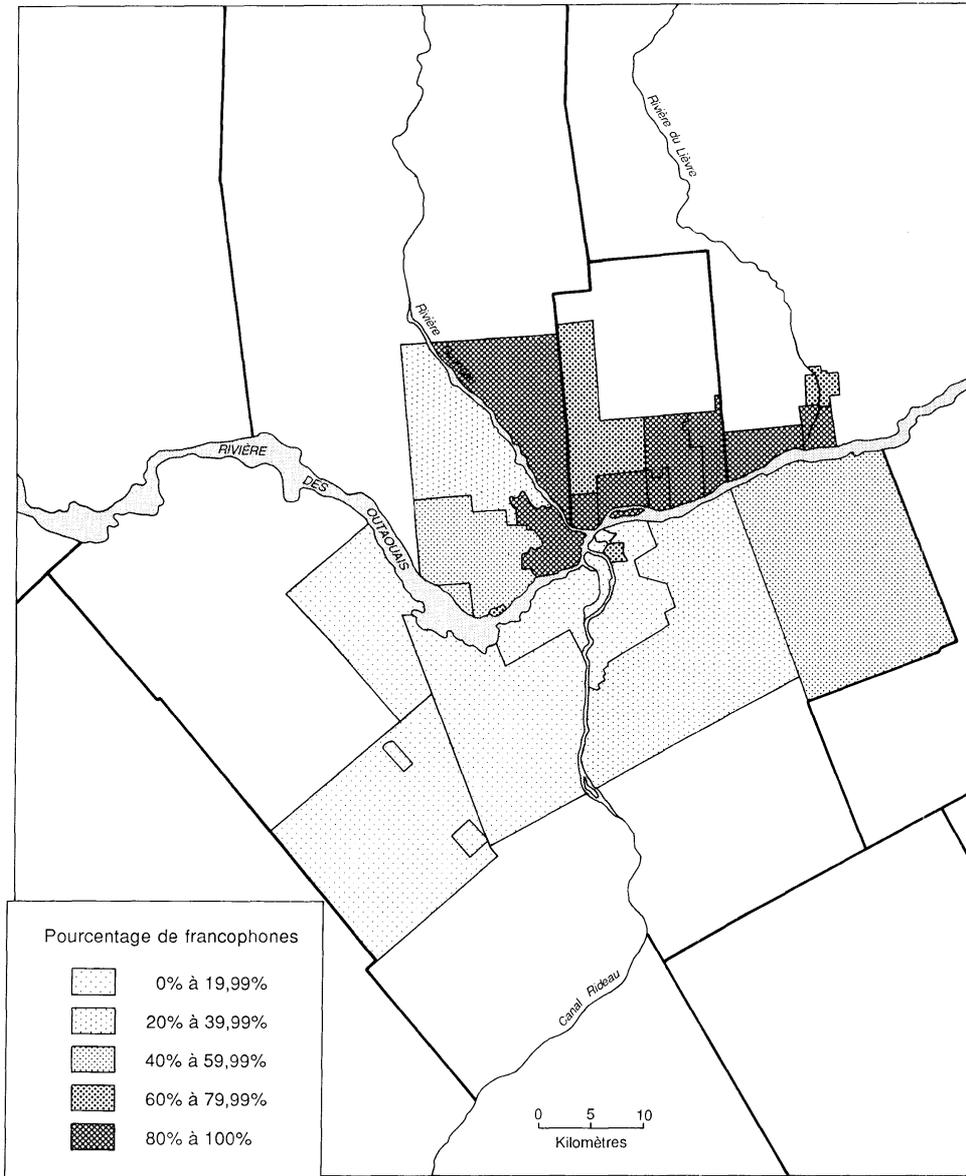
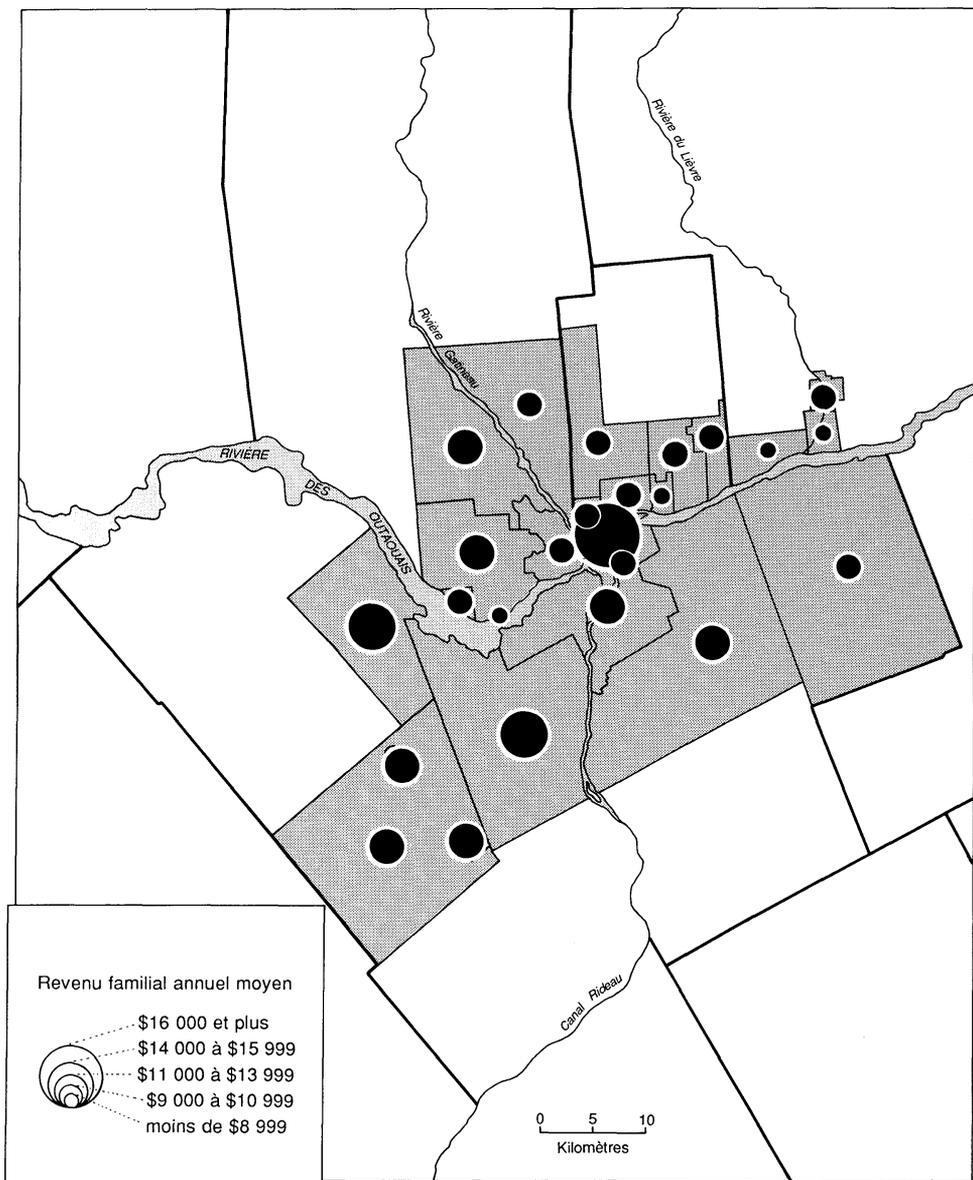


Figure 6

**REVENU FAMILIAL ANNUEL MOYEN
DANS LA RÉGION D'OTTAWA-HULL (RMR), 1971**



Enfin, nous avons fait l'hypothèse que la comparaison des municipalités à population plus homogène de langue française ou anglaise ferait mieux ressortir les disparités existantes. Ainsi, nous retenons d'un côté les municipalités ayant 80% ou plus de francophones et, de l'autre, celles qui ont moins de 20% de francophones. L'écart est alors de 32% en 1971 et s'abaisse à 27% en 1981. Ce résultat nous apparaissant surprenant, nous avons refait le calcul en excluant la municipalité d'Ottawa, à la fois parce qu'elle compte une minorité appréciable de citoyens parlant français à la maison (17,1% en 1971 et 15,7% en 1981) et aussi parce qu'elle rassemble les plus fortes concentrations d'allophones (plus de 25% dans plusieurs secteurs de recensement de la ville). Donc, en excluant la ville d'Ottawa de la moyenne municipale pondérée des municipalités ayant moins de 20% de francophones, les écarts entre les deux groupes de municipalités selon l'appartenance linguistique augmentent et même dépassent, comme nous en avons fait l'hypothèse, les écarts obtenus à partir des deux groupes de municipalités sur la base des seuils précédemment utilisés. Les écarts entre les deux groupes de municipalités calculés en moyennes pondérées s'élèvent alors à 50% en 1971 et 36% en 1981.

Ainsi en 1971, les écarts entre groupes de municipalités francophones et anglophones sont considérables (quels que soient les seuils de partage et les types de moyenne retenus); ils se situent entre 32% et 77%. Pour 1981, on constate que les disparités entre les deux groupes de municipalités ont tendance à diminuer progressivement tout en restant encore importantes; les écarts se situent alors entre 25% et 63% (tableau 3). Le même type d'inégalité s'observe pour le chômage. Dans une conjoncture économique générale où le chômage est moins élevé qu'en 1981, les écarts entre les municipalités francophones et anglophones sont moins accentués qu'en 1981. La situation des municipalités francophones s'est plutôt détériorée au cours de cette décennie.

Ainsi, la relation entre la langue et le revenu que nous venons d'analyser sur une base municipale dans la région métropolitaine d'Ottawa-Hull confirme les résultats de l'étude de Loslier (1984) pour les municipalités de l'Île de Montréal. Des écarts importants dans les revenus familiaux subsistent encore en 1981 entre municipalités francophones et anglophones de la région métropolitaine de la capitale fédérale malgré une lente amélioration (figure 7).

ANALYSE PAR SECTEUR DE RECENSEMENT

Nous nous sommes aussi demandé si une analyse plus fine au niveau des secteurs de recensement de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull pour 1971 et 1981 ne serait pas davantage révélatrice des disparités dans les revenus familiaux entre les deux grandes communautés linguistiques de la région. Les secteurs de recensement ont une certaine homogénéité en raison de la taille de leur population, leur territoire et leurs caractéristiques socio-économiques.

Nous avons effectué deux types de comparaisons. Comme pour les municipalités, nous avons d'abord classé tous les secteurs en deux catégories sur la base de la langue d'usage ou de la langue parlée à la maison: les secteurs dits « francophones » ayant 50% et plus ou bien 60% et plus de francophones, et les secteurs dits « anglophones » ayant moins de 50% ou bien moins de 40% de francophones. Dans un deuxième temps, nous avons fait l'hypothèse que des secteurs de recensement davantage francophones ou davantage anglophones feraient mieux ressortir les disparités linguistiques dans les revenus. C'est pourquoi avons-nous retenu d'un côté les secteurs francophones à 80% ou plus, et de l'autre les secteurs qui ont moins de 20% de francophones. L'analyse des

données de 1981 nous conduit à considérer 176 secteurs pour la région métropolitaine d'Ottawa-Hull. De ceux-ci, 44 sont au Québec et 133 en Ontario. En outre, 51 sont francophones à 50% ou plus et les 125 autres sont anglophones. Avec des seuils de partage fixés à 80% et plus de francophones et à moins de 20% de francophones, on obtient 28 secteurs francophones (tous au Québec) et 92 secteurs anglophones (tous en Ontario). Pour 1971, parmi les 120 secteurs de recensement de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull, 31 sont au Québec et 89 en Ontario, 39 sont considérés comme francophones à 50% ou plus et les 81 autres comme anglophones. Si l'on établit les seuils de partage à 80% de francophones et à moins de 20% de francophones, on obtient alors 25 secteurs francophones, dont 24 sont au Québec, et 62 secteurs anglophones, tous en Ontario.

Selon les données du recensement de 1971, les secteurs francophones à 50% et plus ont un revenu familial moyen de 9 333 \$ et les secteurs anglophones à 50% et plus ont un revenu familial moyen de 12 791 \$; l'écart entre les deux groupes linguistiques est alors de 37%. Par ailleurs, les secteurs francophones à 60% et plus ont un revenu familial moyen de 9 346 \$ tandis que les autres secteurs ont un revenu familial moyen de 12 611 \$. L'écart entre les deux groupes linguistiques s'établit alors à 35%. Si l'on retient maintenant en premier lieu les secteurs francophones à 80% et plus, et en deuxième lieu les secteurs ayant moins de 20% de francophones, on obtient un revenu familial moyen de 9 532 \$ dans les secteurs francophones et 13 345 \$ dans les secteurs anglophones. L'écart de revenu s'élève alors à 40%. La relation entre le revenu et l'appartenance linguistique se dégage des données du recensement de 1971 (figure 8).

Selon les données du recensement de 1981, les secteurs francophones à 50% et plus ont un revenu familial moyen de 25 220 \$ et les secteurs anglophones à 50% et plus ont un revenu familial moyen de 32 564 \$. L'écart entre les deux groupes linguistiques est alors de 29%. Par ailleurs, les secteurs francophones à 60% et plus ont un revenu familial moyen de 25 106 \$ alors que les autres secteurs ont un revenu familial moyen de 32 267 \$. L'écart entre les deux groupes linguistiques est encore de 29%.

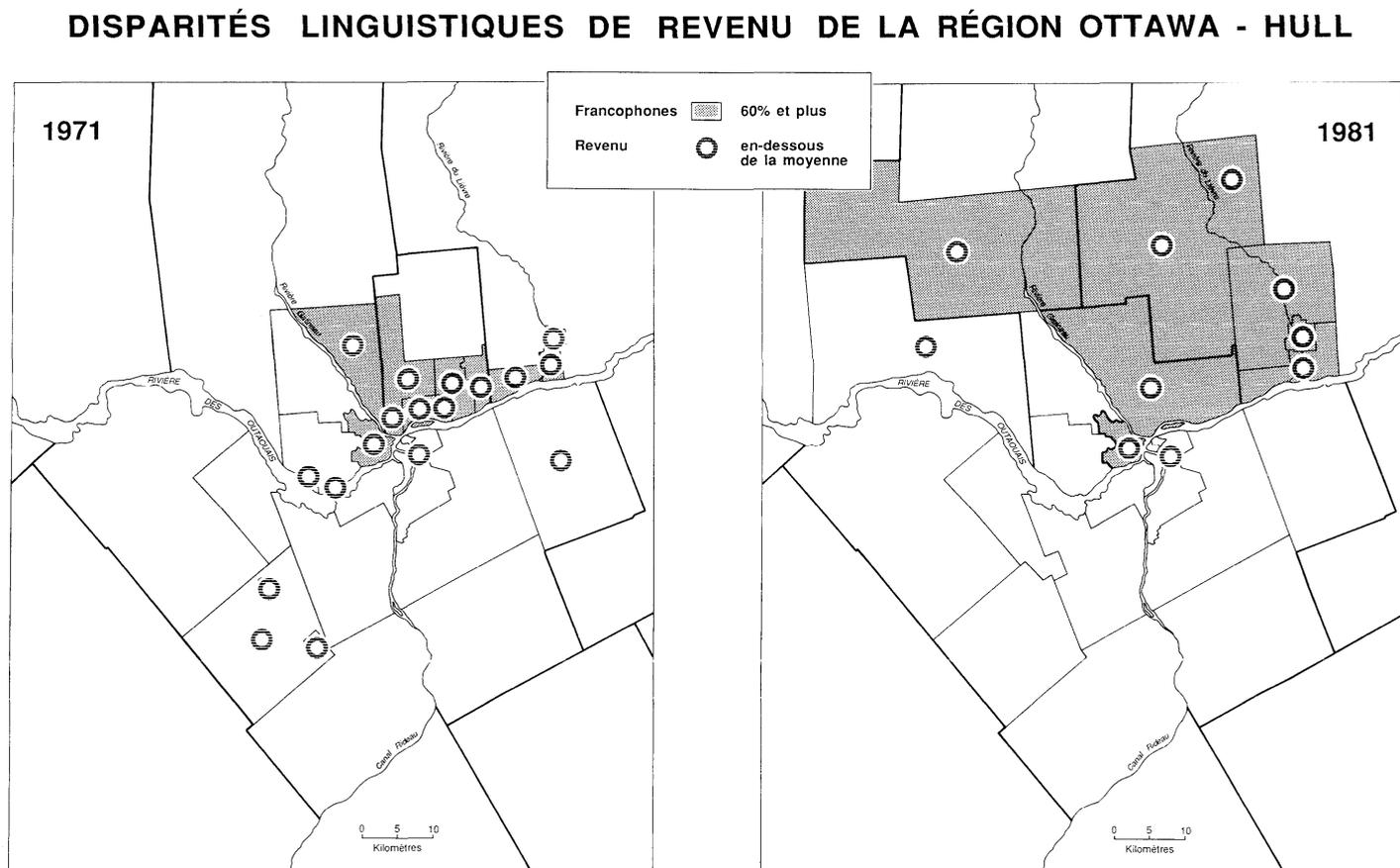
Si l'on retient maintenant les secteurs francophones à 80% et plus et les secteurs ayant moins de 20% de francophones, on obtient un revenu familial moyen de 25 300 \$ pour les premiers et de 33 967 \$ pour les seconds. L'écart de revenu atteint alors 34%. La relation entre le revenu et l'appartenance linguistique ressort aussi des données du recensement de 1981 (figure 8).

Tableau 5

**Classement des secteurs de recensement
selon la proportion de francophones dans la région
métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull**

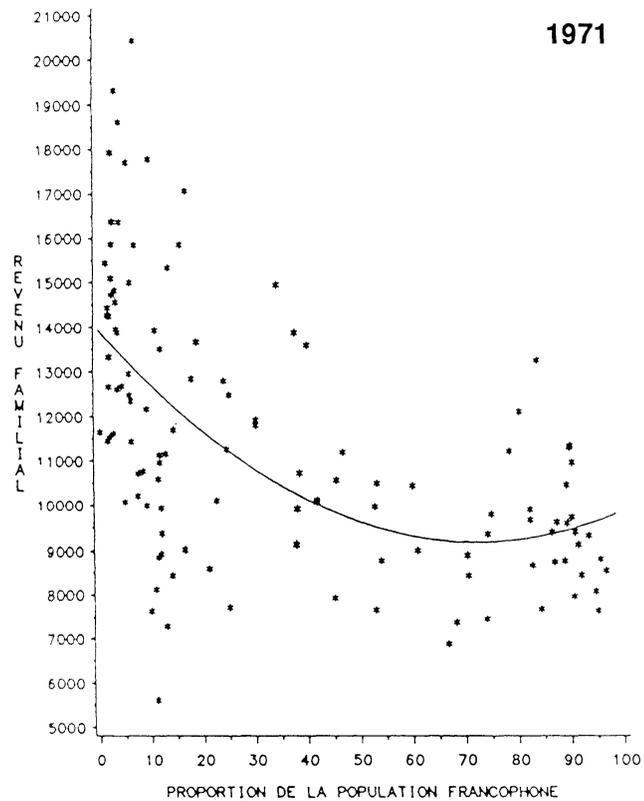
Pourcentage de francophones	1971		1981	
	Revenu familial moyen \$	Indice Base 100 = secteurs ≤ 80% francophones	Revenu familial moyen \$	Indice Base 100 = secteurs ≤ 80% francophones
de 0 à 20%	13 345	140	33 967	134
de 20 à 40%	12 104	127	29 546	117
de 40 à 60%	10 031	105	26 399	104
de 60 à 80%	8 881	93	24 789	98
plus de 80%	9 532	100	25 300	100
Moyenne de tous les secteurs	11 438	—	30 154	—

Figure 7

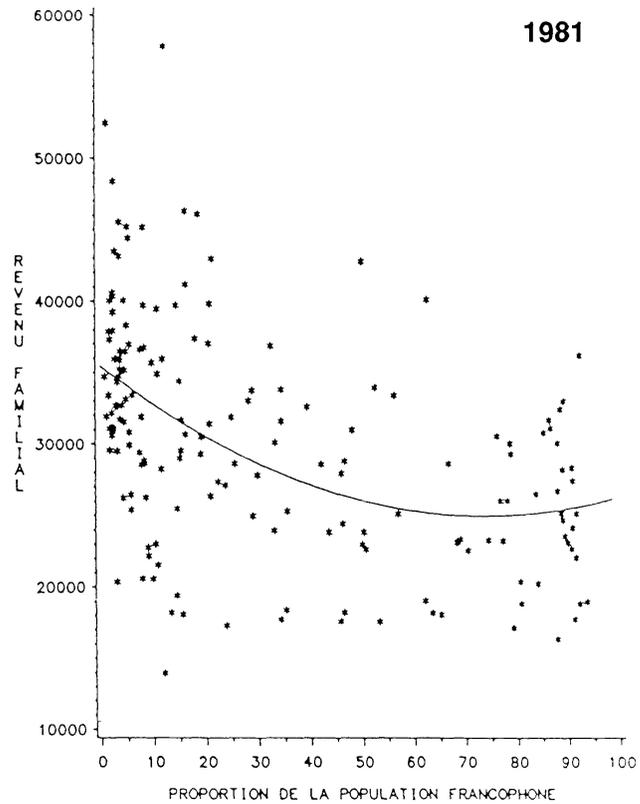




RELATION ENTRE LE REVENU ET L'APPARTENANCE LINGUISTIQUE: SECTEURS DE RECENSEMENT D'OTTAWA-HULL



SOURCE: CATALOGUE #95745 (CT.15B) JUILLET 1971



SOURCE: CATALOGUE #95962 VOL3 SERIES DE PROFILS

Figure 8

Considérons enfin le classement des secteurs de recensement selon leur proportion de francophones (tableau 5). Ce classement est très révélateur et confirme la tendance observée dans les graphiques de la figure 8, à savoir que le revenu familial diminue au fur et à mesure que la proportion de francophones augmente. Une seule exception : le groupe ayant de 60 à 80 % de francophones est le moins favorisé quant à son niveau de revenu familial, tant en 1971 qu'en 1981. L'indice de revenu de ce groupe s'établit à 93 en 1971 et à 98 en 1981. La représentation graphique des niveaux de revenu des cinq groupes, que ce soit sous forme d'histogramme ou de courbe, peut révéler une forme en « U ». De plus, les nuages de points des graphiques font aussi ressortir une plus forte concentration de points aux extrémités de l'axe de pourcentage de francophones. C'est donc dire qu'il y a plus de secteurs très anglophones et très francophones que de secteurs intermédiaires. Enfin, il est intéressant de noter la grande dispersion des revenus parmi les secteurs les plus anglophones surtout, mais aussi parmi les secteurs les plus francophones. On peut alors avancer l'hypothèse de la coexistence dans la même région métropolitaine de deux hiérarchies sociales — l'une anglophone et l'autre francophone — ayant chacune sa bourgeoisie, sa classe moyenne et sa classe défavorisée. La hiérarchie sociale francophone se situant en moyenne plus bas dans la hiérarchie générale des revenus du fait de sa sur-représentation dans les faibles revenus et de sa sous-représentation dans les hauts revenus. La bourgeoisie francophone est à la fois moins nombreuse et habite en partie dans les quartiers résidentiels anglophones.

Un examen plus attentif de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull montre que les secteurs aux revenus les plus bas, qui sont ceux ayant entre 60 % et 80 % de francophones, se situent surtout en zones « rurales » ou semi-rurales. Par ailleurs, on observe dans la majorité des cas une coïncidence entre les secteurs à forte proportion d'allophones et les secteurs à faibles revenus. Quant aux secteurs à forte concentration de francophones qui ont en même temps un revenu relativement élevé, on les retrouve sur la rive québécoise dans certains quartiers de Hull et de Gatineau. Ces mêmes quartiers ont une proportion relativement élevée de directeurs, scientifiques et personnel assimilé, une densité relativement forte de personnes ayant fait des études post-secondaires, une proximité d'institutions d'enseignement privées ou publiques plus recherchées pour leur niveau ou leur qualité.

Que peut-on conclure de cette analyse sur la base des secteurs de recensement ? Tout d'abord que les écarts dans les revenus familiaux demeurent à peu de chose près aussi importants en 1981 que sur la base des moyennes municipales pondérées par le nombre de familles. L'analyse fondée sur les secteurs de recensement confirme aussi une lente amélioration de la situation des francophones qui se dégageait déjà de l'analyse par municipalité. Là encore, les écarts de revenu entre les deux groupes linguistiques ont en général tendance à diminuer progressivement (tableau 5). L'évolution observée ici va dans le même sens que les résultats de précédents travaux sur l'évolution de la situation des francophones quant aux revenus (Boulet *et al*, 1983), aux postes de cadres (Sales *et al*, 1985) ou à la propriété des entreprises (Raynauld *et al*, 1984).

L'analyse des revenus familiaux et de la langue sur la base des municipalités et des secteurs de recensement fait apparaître une double évolution à long terme dans la région d'Ottawa-Hull. Tout d'abord, on peut constater de 1971 à 1981 un mouvement de fond d'anglicisation. Ensuite, ce mouvement s'accompagne d'une polarisation territoriale dans l'implantation des communautés linguistiques de langue française et de langue anglaise.

Examinons d'abord l'anglicisation de la région métropolitaine d'Ottawa-Hull. La population des francophones régresse dans l'ensemble de la région et de façon plus sensible dans la partie ontarienne de l'agglomération, mais la proportion des francophones régresse aussi dans l'Outaouais, partie québécoise de l'agglomération d'Ottawa-Hull (tableau 6). Une autre mesure du phénomène d'anglicisation de la RMR d'Ottawa-Hull se reflète au niveau municipal, comme on peut le constater en comparant la population municipale de langue maternelle française à celle qui parle encore le français à la maison. Les municipalités qui résistent le mieux à l'anglicisation sont celles du Québec et, en particulier, celles qui ont une proportion élevée de francophones (75% et plus). Par contre, les municipalités ontariennes connaissent une forte érosion du nombre de francophones. Ainsi, le premier type de municipalités n'a qu'une érosion insignifiante de ses francophones (0,18%), tandis que l'érosion linguistique atteint 2,91% dans le second type de municipalités, soit 16 fois plus.

Tableau 6
Évolution de la répartition des francophones
dans la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull

Territoire	Nombre et pourcentages de francophones		Gains ou pertes	Pourcentage de croissance
	1971	1981		
Partie québécoise	121 480 81,38	138 460 81,17	+ 16 980 - 0,21	14,0
Partie ontarienne	82 115 18,11	92 135 16,83	+ 10 020 - 1,28	12,2
Total RMR	203 595	230 595	+ 27 000	13,3
Ottawa-Hull	33,78	32,11	- 1,67	

Considérons maintenant la polarisation territoriale des deux communautés linguistiques dans la région d'Ottawa-Hull. Cette polarisation se comprend notamment par l'anglicisation inégale sur les deux rives de l'Outaouais et l'attraction inégale qu'exerce la francophonie du Québec par rapport à celle de l'Ontario. La répartition linguistique des secteurs de recensement, selon leurs proportions de francophones en 1971 et en 1981, illustre cette tendance. Entre les deux recensements, bien que 56 secteurs aient été ajoutés dans la région d'Ottawa-Hull pour passer ainsi de 120 à 176, le nombre de secteurs francophones à plus de 50% diminue en Ontario (-1), alors qu'il augmente au Québec (+12). Les plus forts accroissements concernent surtout les secteurs anglophones de l'Ontario (+43), mais aussi ceux du Québec (+1). Quand le Québec gagne trois secteurs francophones à 80%, l'Ontario en gagne dix fois plus qui ont moins de 20% de francophones. Le mouvement de fond d'anglicisation apparaît là encore plus fort que celui de la polarisation territoriale des communautés linguistiques.

Le choix d'un logement tend à perpétuer la polarisation territoriale des deux communautés linguistiques. Dans le choix du quartier de résidence interviennent à la fois le niveau de revenu des demandeurs, les caractéristiques socio-économiques du quartier ou de la municipalité, la qualité et le nombre des services, et la dimension linguistique. Même si ce dernier aspect n'est pas ressenti au même degré par tous, la forte relation entre le niveau de revenu et l'appartenance linguistique tend à maintenir et renforcer l'homogénéité linguistique des territoires de résidence. Par ailleurs, comme les revenus masculins du travail affectent le niveau des revenus familiaux, il est

bon de rappeler que, dans la région métropolitaine d'Ottawa-Hull en 1980, le revenu moyen des travailleurs anglophones est comme pour l'ensemble du Québec d'environ 15% supérieur à celui des travailleurs francophones (Grenier *et al*, 1986). Mais notre analyse a montré que les disparités linguistiques sont environ deux fois plus élevées en ce qui concerne les revenus familiaux sur la base des municipalités ou secteurs de recensement dans la même région métropolitaine d'Ottawa-Hull.

Pourquoi de telles différences dans une agglomération où un employeur comme la fonction publique fédérale donne le ton au marché du travail et cherche à valoriser le bilinguisme? Pourquoi de tels écarts puisque le bilinguisme est surtout le fait des francophones de la région d'Ottawa-Hull où il concerne 96% des Franco-Ontariens et 81% des Québécois francophones? Si le bilinguisme donne un avantage minime aux francophones dans l'administration publique fédérale, il apparaît qu'en termes de revenus pour l'ensemble de la région d'Ottawa-Hull, le bilinguisme n'aurait d'effet net positif que sur le revenu des anglophones (*Id.*). Dans la région d'Ottawa-Hull en 1980, les francophones unilingues ont toujours les revenus les plus faibles. Par contre, l'anglophone unilingue a un revenu élevé, supérieur même au francophone bilingue. Une des causes de la faiblesse des revenus des francophones de la région d'Ottawa-Hull tiendrait à un niveau de scolarité plus faible. Mais là encore, la rentabilité économique de la scolarité comme celle du bilinguisme varie en 1980 selon l'appartenance linguistique des individus. Dans la région d'Ottawa-Hull, la scolarité des anglophones est relativement mieux rétribuée que celle des francophones (*Id.*).

CONCLUSION

La relation entre l'appartenance linguistique et le niveau de revenu, analysée sur la base des municipalités et des secteurs de recensement, montre que, dans la région d'Ottawa-Hull, des écarts importants subsistent entre les communautés francophones et anglophones. On peut même faire l'hypothèse que ces écarts sont plus considérables entre les revenus des familles francophones et anglophones qu'entre les secteurs francophones et anglophones. Pour 1980, l'écart serait d'environ 40% en faveur des familles anglophones. Toutefois, la situation des francophones s'améliore dans la mesure où, entre 1970 et 1980, on observe une lente réduction des disparités dans les revenus familiaux.

Les écarts entre les revenus familiaux ne sont qu'un des reflets d'une infériorité économique des francophones qui n'a pas disparu aujourd'hui. L'écart est encore plus considérable pour les faibles revenus et le taux de chômage. Ce que nous avons vu au niveau des revenus familiaux est confirmé par de très nombreux indicateurs socio-économiques qui montrent tous des écarts défavorables aux francophones dans des proportions plus ou moins aussi importantes que celles observées pour les revenus (Canada, 1984). Ces indicateurs concernent la propriété, le revenu, les postes de cadres, les taux d'activité ou de chômage, la pauvreté, le bien-être social ou les taux de mortalité. En dépit des progrès déjà évoqués, pas un seul indicateur socio-économique n'a encore montré un renversement de situation dans laquelle les francophones auraient l'avantage. Tous traduisent encore aujourd'hui, à des degrés divers, un retard ou une faiblesse économique du côté francophone.

NOTES

¹ Je tiens à remercier les professeurs Charles Castonguay, Gilles Grenier, Jacques Henry et Marc Lavoie pour leurs commentaires, ainsi que Guy Fortin pour les graphiques et Donald Desmarais pour les cartes qui accompagnent ce texte.

² Plusieurs études ont montré, comme le rappellent Grenier et Lacroix (1986), que sur le marché du travail, les attributs linguistiques auraient pour les femmes moins d'importance que pour les hommes. Pour Loslier (1984), la variabilité sociale des revenus est moins grande chez les femmes que chez les hommes ; nous pensons que c'est sans doute par suite d'une discrimination qui les affecte toutes en plus de la discrimination linguistique.

SOURCES CITÉES

- BOULET, Jac-André et LAVALLÉE, Laval (1983) *L'évolution des disparités linguistiques des revenus du travail au Canada de 1970 à 1980*. Ottawa, Conseil économique du Canada, Document n° 245, 71 p.
- CANADA, Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1969) *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Livre III, Le monde du travail, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 490 p.
- CANADA, Statistique Canada (1974) *Ottawa-Hull (Ontario-Québec)*. Recensement de 1971, série B, Cat. 95 745 (CT-15B) Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services, 43 p.
- (1983) *Divisions et subdivisions de recensement. Population, logements privés occupés, ménages privés, familles de recensement et familles économiques dans les ménages privés*. Certaines caractéristiques sociales et économiques. Recensement de 1981. Québec, Partie I et Partie II, Cat. 93 x 941, 1322 p., Ontario, Cat. 93 x 942, 778 p. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services.
- (1984) *Série d'atlas métropolitains. Recensement du Canada de 1981*. Cat. 99 924. Ottawa, ministère des Approvisionnements et Services.
- FRASER, Matthew (1987) *Québec Inc., les Québécois prennent d'assaut le monde des affaires*. Montréal, Les Éditions de l'Homme, 306 p.
- GRENIER, Gilles et LACROIX, Guy (1986) Les revenus et la langue : le cas de la capitale nationale. *L'Actualité économique*, 62(3) : 365-384.
- LOSLIER, Luc (1984) L'infériorité économique des Québécois est toujours présente à Montréal. *Le Devoir*, lundi 10 février 1984, p. 13.
- RAYNAULD, André et VAILLANCOURT, François (1984) *L'appartenance des entreprises : le cas du Québec en 1978*. Québec, Conseil de la langue française, 143 p.
- SALES, Arnaud et BÉLANGER, Noël (1985) *Décideurs et gestionnaires, étude sur la direction et l'encadrement des secteurs privés et publics*. Québec, Conseil de la langue française, 421 p.

(Acceptation définitive en mars 1989)

CARTOGRAPHIE

Conception et réalisation : Serge DUCHESNEAU, Louise MARCOTTE
Photomécanique : Serge DUCHESNEAU